

Samir SAUL

Historien, Professeur titulaire, département d'histoire
Université de Montréal

(2015)

“La crise économique
internationale de 2008
a-t-elle favorisé l'avènement
du « printemps » arabe en Égypte ?”

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Chomedey, Ville Laval, Qc. courriel: rtoussaint@aei.ca.

Page web dans Les Classiques des sciences sociales :

http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html

à partir du texte de :

Samir Saul

“La crise économique internationale de 2008 a-t-elle favorisé l’avènement du « printemps » arabe en Égypte ?”

In ouvrage sous la direction de André Tremblay et Marie-Claude Haince, **Crise et mise en crise**. Actes du colloque de l’ACSALF 2012, pp. 45-66. Montréal : Les Éditions de l’ACSALF, 2015, 234 pp.

La présidente de l’ACSALF, Mme Marguerite Soulière, nous a accordé le 20 août 2018 l’autorisation de diffuser en accès libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriels :

La présidente de l’ACSALF, Marguerite Soulière : professeure, École de Service sociale, Université d’Ottawa : marguerite.souliere@uOttawa.ca

André Tremblay : Andre.Tremblay@uottawa.ca

Marie-Claude Haince : marie-claude.haince@umontreal.ca

Samir Saul : samir.saul@umontreal.ca

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 15 mai 2020 à Chicoutimi, Québec.





La présidente de l'ACSALF, Mme Marguerite Soulière, nous a accordé le 20 août 2018 l'autorisation de diffuser en accès libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriel :

La présidente de l'ACSALF, Marguerite Soulière : professeure, École de Service sociale, Université d'Ottawa : marguerite.souliere@uOttawa.ca

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[45]

Crise et mise en crise.

Actes du colloque annuel de l'ACSALF 2012.

4

“La crise économique internationale de 2008 a-t-elle favorisé l'avènement du « printemps arabe » en Égypte ?”

Par Samil SAUL

Université de Montréal

[Retour à la table des matières](#)



Deux phénomènes sont quasi synchrones. En Occident, l'économie entre en 2007-2008 dans sa plus sérieuse crise depuis la Grande dépression. Crise cyclique, c'est aussi une crise de modèle de fonctionnement. Après avoir suscité les rythmes de croissance les plus élevés et les plus soutenus de toute l'histoire du capitalisme, les éléments du succès du boom économique des décennies postérieures à 1945 commencent à s'essouffler avec une baisse des taux de profit à la fin des années 1960 et leur affaissement durant les années 1970.

Ils sont remplacés par le mode néolibéral de fonctionnement du capitalisme qui, des pays occidentaux, se diffuse au-delà. Malgré la pression sur les salaires, les taux de profit dans le secteur productif demeurent relativement faibles et l'activité se déplace vers le secteur financier qui connaît une croissance phénoménale. À la financiarisation s'ajoute une accélération de la mondialisation. L'État, ayant moins de ressources en raison de l'abaissement de la fiscalité des couches les plus fortunées, emprunte davantage. Leurs revenus étant proches de la stagnation, les particuliers et les ménages empruntent beaucoup. Ce

modèle postule le fonctionnement de l'économie au moyen d'un endettement généralisé et entraîne la crise des crédits hypothécaires à risque (*subprimes*) en 2007- 2008.

En 2011 se déploie un « printemps » arabe qui représente le délitement d'un ordre régional mis en place durant les années 1970-1980, en même temps que s'installait le modèle néolibéral en Occident. Parmi les caractéristiques de cet ordre figurent l'arrêt des politiques post-indépendance de nationalisation, de planification et de développement autocentré ; l'ouverture des marchés nationaux aux marchandises et aux capitaux étrangers (*infitah*) ; le déplacement de l'axe économique, politique et [46] idéologique du monde arabe vers les pétromonarchies ; le reflux du rôle de l'État dans le développement économique, la redistribution des revenus et les programmes sociaux ; la consolidation de régimes autoritaires, parfois claniques ; et la montée de l'islamisme.

De prime abord, les peuples arabes se soulèvent pour leurs droits politiques et individuels, pour l'État de droit, pour « la dignité ». Mais quels sont les facteurs économiques sous-jacents au « printemps » arabe ? Un « mal fonctionnement » du système économique constitue-t-il un des éléments qui l'expliquent ? Y a-t-il une aggravation des conditions économiques ? Si oui, est-elle en rapport avec la crise qui éclate dans toute son ampleur en Occident en septembre 2008 ?

Ce texte est un début de réponse à ces questions. Il cherche à savoir s'il y a une relation entre la crise économique internationale et la crise des systèmes arabes ; il ne postule pas cette relation ni ne l'affirme. Il vise à clarifier le rôle de la dimension économique dans le « printemps » arabe, sans écarter les dimensions politiques, sociales et autres ou établir de hiérarchie. Plus théoriquement, il revisite la question des liaisons entre l'instance matérielle et l'instance politico-idéelle dans l'apparition des crises. Vu l'ampleur de l'interrogation, le parti est pris ici de se focaliser sur un seul pays, le plus peuplé du monde arabe, l'Égypte. Le recours aux données quantitatives sera indispensable pour étayer l'argument.

Préalables aux révolutions

Enchaînements complexes, les révolutions font converger un faisceau de crises ou d'impasses - politiques, idéologiques, économiques, etc. - qui, dans des conditions concrètes et une conjoncture spécifique, débouchent sur un bouleversement de l'ordre établi. Les révolutions n'étant pas des émanations spontanées, il faut pour qu'elles aient lieu la réunion de circonstances et de situations propices. De manière générale, sur le plan politique, on observe un système de gouvernement figé, contesté et manquant de légitimité, parce que dysfonctionnel ou incapable de se renouveler pour être en phase avec la société. Les échecs de tentatives de réforme accentuent une perte de confiance préparatoire à la rupture. Sur le plan idéologique, l'écart qui se creuse entre le(s) modèle(s) en place et des conceptions ou principes de plus en plus admis cesse d'être tolérable. Sur le plan économique, des segments significatifs de la population parviennent de moins en moins à assurer les conditions indispensables à leur vie matérielle. Enfin, des acteurs humains-groupes organisés et/ou masse populaire - interviennent pour porter les coups qui ébranlent les défenseurs du statu quo et entraînent sa désagrégation. Dans un dosage et une combinaison particuliers à chaque contexte historique, ces facteurs font office de préalables ou de constantes pour les processus révolutionnaires.

[47]

À partir de trois révolutions, un historien de renom, Ernest Labrousse (1948), a, dans une célèbre communication, élaboré un modèle explicatif qui est devenu un classique sur l'enchaînement menant à l'éclatement d'une révolution. Selon lui, en premier lieu se retrouve un « état de tension économique » : mauvaise récolte, hausse du prix des subsistances, effondrement du pouvoir d'achat, mévente des produits industriels, fermetures d'usines, chômage. La crise économique donne l'impulsion au processus révolutionnaire. Les difficultés économiques sont ensuite imputées au gouvernement, voire au régime. À la tension économique s'ajoute la tension politique. Tous les griefs économiques, sociaux et politiques sont réveillés par une crise économique, laquelle va aggraver les inégalités sociales. Les contestataires de longue date, normalement une minorité, sont alors

renforcés par l'entrée en scène de la masse populaire, mobilisée par la crise économique et sans laquelle il ne peut y avoir de soulèvement à grande échelle ou de processus révolutionnaire. Au sein du régime, des fissures apparaissent. Arrive en dernier lieu l'étincelle sous la forme d'une résistance, d'une provocation ou d'un coup de force de la part du pouvoir. Le mérite de ce modèle est de réunir l'ensemble des facteurs pertinents à un processus révolutionnaire et de les articuler dans des relations dynamiques. Il est évoqué ici parce qu'il éclaire un processus révolutionnaire, tel le « printemps » arabe, et intègre l'économie parmi les facteurs explicatifs. Le facteur économique, objet du présent texte, est souvent négligé dans les analyses du « printemps » arabe, qui se sont concentrées généralement sur l'autoritarisme, le déficit démocratique et l'absence de droits politiques.

S'agissant de l'Égypte, le régime politique était en état de *stasis* au moins depuis la mort de Sadate en 1981 et l'avènement de Moubarak au pouvoir (Pommier 2008, Tripp et Owen 1989). Élections truquées après élections truquées, les majorités obtenues excluaient toute opposition crédible. La dernière élection de l'ère Moubarak, celle de l'Assemblée du peuple (chambre basse), a lieu en octobre et novembre 2010, quelques semaines avant le soulèvement de janvier 2011. Simultanément se préparait la succession du président par son fils, un homme d'affaires nouveau riche et représentant des cercles d'affairistes qui entouraient la présidence. La sclérose du modèle de gouvernance allait en s'aggravant et laissait peu d'espoir pour une évolution vers l'ouverture. Le hiatus entre l'autoritarisme de fait et les aspirations à la démocratisation était béant pour une société civile dont le niveau d'instruction s'élevait et dont la conscience du monde extérieur croissait.

Au plan historique, il est des conjonctures où les carences politiques et les insuffisances en matière de droits et libertés personnels peuvent être supportables si la contrepartie est l'amélioration des conditions de vie et le développement économique. Cette espèce de contrat social informel, souvent imposé par des circonstances de force majeure, suppose un troc entre les concessions politiques consenties par la population et le bien-être économique assuré par les gouvernants. Si ces derniers ne sont plus en mesure de procurer les compensations économiques attendues d'eux, le pacte est alors [48] remis en question. L'Égypte était-elle dans cette configuration en 2011? Y avait-il

aggravation des conditions économiques au point de susciter la contestation de l'ordre politique par de larges couches de la population ?

Physionomie de l'économie égyptienne

À la veille du soulèvement de janvier 2011, l'économie égyptienne, comme beaucoup d'autres, est insérée dans l'économie mondiale basée sur la primauté du capital et des relations marchandes, et dominée par les centres occidentaux. En Égypte, cette insertion est le résultat d'un parcours heurté qui mérite d'être rappelé ¹.

L'Égypte est intégrée dans le marché mondial dès le début du XIX^e siècle selon un schéma observé maintes fois. La révolution industrielle en Grande-Bretagne multiplie les produits à écouler et la politique britannique consiste à ouvrir des marchés extérieurs. La Grande-Bretagne a souvent recours à la force et aux traités de libre-échange qui abaissent les barrières tarifaires, laissant sans protection l'industrie locale et facilitant la pénétration des exportations britanniques. En 1839, un traité de libre-échange est imposé à l'Empire ottoman dont fait partie l'Égypte. Aussitôt, les textiles anglais bon marché sont déversés dans le pays et l'industrie et l'artisanat locaux sont démantelés.

L'engrenage se met en place. L'étouffement de la manufacture locale est suivi d'une transition vers les matières premières pour l'exportation en direction des centres industriels en Grande-Bretagne. C'est la nature ouverte de l'économie qui détermine ses orientations. La fabrication locale étant mise à mal par les importations de produits finis et l'industrie étrangère éliminant la concurrence, la production de matières premières recherchées par les centres industriels étrangers devient l'activité dominante de l'Égypte. On passe ainsi de la manufacture à la spécialisation dans la production de matières premières, selon les besoins des économies industrielles. Le modèle imposé de « division

¹ Cette section est un portrait introductif au sujet du texte. Dans l'abondante historiographie, voir, entre autres, Owen (1969), Tignor (1984), Davis (1982), Riad (1964), Mabro (1974), Mabro et Radwan (1976), Waterbury (1983) et Blin (1993).

internationale du travail » est typique du XIX^e siècle et de la plus grande partie du XX^e siècle.

En Égypte, la matière première exportable est le coton et les usines britanniques en sont avides. Développer sa culture, son transport et son acheminement vers l'extérieur conduit à l'endettement auprès de la finance européenne, à la banqueroute et à l'invasion de l'Égypte par la Grande-Bretagne en 1882. La culture du coton s'étend inexorablement, l'Égypte devenant une vaste plantation aux mains d'une couche de grands propriétaires terriens associés à l'occupant britannique et à un monarque docile. C'est cette structure qui est mise en cause par la décolonisation.

[49]

Au-delà de l'indépendance politique, la priorité de cette période de décolonisation est au remodelage de l'économie en vue de mettre fin au sous-développement basé sur la monoculture, à l'appauvrissement de la population et à la soumission aux aléas du marché international. Réaliser le développement exige le passage d'une spécialisation forcée dans la production et l'exportation du coton à la promotion de l'industrie et la transformation sur place. Cette transition va à contresens des structures et du fonctionnement du marché mondial, car elle implique la substitution des produits locaux aux produits importés. D'où la nécessité de s'en distancier par des mesures de protection, de planification et de nationalisation des secteurs économiques clés à favoriser par les pouvoirs publics. Par conséquent, l'économie « aut centrée » remplace l'économie « extravertie ».

Ce modèle est celui de l'Égypte de Gamal Abdel Nasser durant les années 1950 et 1960. Il correspond aux idées devenues dominantes dans l'après-guerre. Apparentes au cours des années 1960, les failles du modèle sont aggravées par la guerre de 1967 contre Israël, laquelle entraîne la perte des revenus du canal de Suez et du pétrole du Sinäi, ainsi que la prolongation de l'état de guerre pendant une décennie. L'Égypte est épuisée sur le plan économique. La présidence d'Anouar al-Sadate (1970-1981) met en marche une « dénassérisation » dont l'un des volets est la libéralisation de l'import-export et l'ouverture des frontières aux produits et aux capitaux étrangers. C'est la politique de l'infatih proclamée en 1974. Cependant l'économie continue à être contrôlée par l'État et le secteur public demeure dominant.

Hosni Moubarak, vice-président de la République, devient le chef de l'État à la suite de l'assassinat de Sadate en 1981 et conserve cette fonction jusqu'en 2011. Durant les années 1980, l'Égypte, comme d'autres pays, est ébranlée par l'endettement. Les créanciers acceptent la restructuration de sa dette extérieure et le maintien des flux de crédit, mais seulement contre l'acceptation par l'Égypte en 1991 d'un Programme d'ajustement structurel (PAS) prescrit par le FMI et comportant les mesures néolibérales usuelles : baisse des dépenses sur les services sociaux et des subventions pour les produits de première nécessité, relâchement du contrôle des prix, déréglementation, privatisation des entreprises d'État. Les changements touchent de nombreux Égyptiens et la moitié de la population doit acquérir les produits alimentaires de base (pain, farine, sucre, huile de cuisson, etc.) à des prix subventionnés par l'État. L'économie planifiée est définitivement écartée au profit de l'économie de marché.

En 1996, c'est un programme de privatisation qui se met en branle en vue de transférer les grands pôles de l'économie des mains de l'État à celles des milieux d'affaires. Dix ans plus tard, les deux tiers des quelque 300 plus grandes sociétés publiques sont entièrement ou partiellement cédés à des particuliers dans des conditions discutables, illustration du capitalisme des copains (*crony capitalism*).

[50]

Entré en fonction en 2004, un nouveau gouvernement est chargé d'appliquer un programme qui accélère la cadence de la libéralisation de l'économie. Conformément au programme, presque tous les actifs de l'État deviennent aliénables, en particulier les télécommunications et les banques ; les tarifs douaniers sont abaissés et l'administration douanière simplifiée ; le taux supérieur d'imposition fiscale est ramené au niveau moyen ; des facilités sont offertes aux détenteurs de capitaux afin d'attirer vers l'Égypte l'investissement direct étranger (IDE). L'objectif est de créer un climat attractif pour les capitaux étrangers. Son économie étant ouverte, l'Égypte s'inscrit dans le courant de la mondialisation et elle opère un retour vers l'état qui était le sien entre les années médianes du XIX^e siècle et les années médianes du XX^e siècle.

Conséquences de l'ouverture économique, jusqu'à la crise de 2008

Les mesures de 2004 atteignent le premier but recherché, soit une entrée accrue de capitaux étrangers, principalement des États-Unis, de l'Europe et des autres pays arabes. Seulement 0,5% du PIB en 2003-2004, l'IDE en représente 8,1% en 2007-2008 (Ministry of Finance 2009 :1).

Tableau 1
Entrée nette d'investissements directs étrangers (IDE)

Année	Investissements directs étrangers (milliards de s US)
2001-2002	0,4
2002-2003	0,7
2003-2004	2,1
2004-2005	3,9
2005-2006	6,1
2006-2007	11,1
2007-2008	13,2

Source : Africain Development Bank, *Egypt Private Sector Country Profile*, 2009 :18.

L'IDE est concentré dans l'industrie pétrolière et gazière, mais 30% est dirigé vers le secteur industriel (Booz & Compagny, 2009 :6). La demande énergétique dans le monde est si forte qu'elle provoque un « troisième boom pétrolier ». Les cours du pétrole commencent leur ascension dès 2002 et flambent jusqu'en 2008. De 2000 à 2010, les réserves prouvées de gaz doublent et les réserves prouvées de pétrole sont à un sommet historique.

Stimulée par l'IDE, la performance de l'économie égyptienne semble encourageante. De 47% de l'investissement total en 2003-2004, les investissements privés représentent 65% en 2007-2008 [51] (African Development Bank 2009 :3). Pratiquement tous les indicateurs macro-économiques sont à la hausse. Le taux de croissance du PIB, en baisse

de 1998 à 2002, remonte annuellement. Ce résultat est à relativiser par la prise en compte du taux annuel de croissance de la population. L'augmentation du PIB est moins rapide que celle de la croissance de la population de 2001 à 2004, plus rapide à partir de 2005.

Tableau 2 Taux de croissance annuel

Année	PIB (%)	Population (%)
1998	7,5	
1999	6,1	
2000	4,4	
2001	3,8	4,93
2002	3,2	4,43
2003	3,2	4,11
2004	4,1	4,17
2005	4,5	4,36
2006	6,8	-3,86
2007	7,1	-4,91
2008	7,2	2,36

Sources : Rady 2010 : 121, pour le PIB ; Saget et Yao 2011 : 9 pour la population.

Tableau 3.
Taux de croissance moyen du produit intérieur brut, par période

Période	Taux moyen (%)
1987-1990	5,4
1991-1998	4
1999*2002	4,1
2005-2008	6,4

Source : Herrera *étal.* 2010 :7.

Le PIB est multiplié par 4,5 durant les 30 ans de la présidence de Moubarak (1981-2011), soit un des meilleurs résultats des pays du « tiers monde » (Koratayev et Zinkina 2011 : 140). Le taux annuel moyen de croissance est de 4,9%. En 2006 et 2007, la croissance de l'économie égyptienne est parmi les plus vigoureuses de la région Moyen-Orient/Afrique du Nord. Les réserves internationales du pays augmentent de 14,9 milliards de \$ US en 2004 à 34,7 milliards de \$ US en 2008 (Radwan 2009 : 6).

[53]

L'IDE et la croissance du PIB ne modifient toutefois pas une constante, avérée depuis l'*infitah* des années 1970, soit le fait que l'économie égyptienne est une économie à caractère rentier. Autrefois dominant, le coton a cédé sa place, moins à l'industrie - comme l'aurait recommandé la politique de substitution des importations - qu'aux rentes de situation et au tertiaire. L'économie post-coton dépend de quatre sources de revenus, volatiles ou occasionnels (*windfall rents*), générés par un avantage naturel plutôt que par une infrastructure et un appareil productifs : le tourisme (environ 7% du PIB), les hydrocarbures (environ 7% du PIB), les fonds remis par les travailleurs égyptiens à l'étranger (environ 6% du PIB)² et les péages du canal de

² Plus de 4 millions d'égyptiens (soit 5% de la population de 2007) sont expatriés et l'Égypte est le septième récipiendaire de remises au monde (African Development Bank 2009 :68 ; Booz 2009 :12).

Suez (environ 4% du PIB). Ajoutons à cela les subventions américaines (environ 1,5% du PIB), dues à des considérations géopolitiques. Ainsi, le quart des ressources du pays provient de services et de rentes qui sont à la fois aléatoires et étroitement liés à la conjoncture. L'Égypte est la destination de 36% des touristes se dirigeant vers l'Afrique du Nord et de 8% des touristes allant du Moyen-Orient (Blominvest Bank 2010 : 20). La moitié des revenus d'exportation émanent du secteur pétrolier et gazier (African Development Bank 2009 :10 ; World Bank 2012 :1). Quant à l'industrie, elle compte pour 19% du PIB et dessert le marché intérieur, ne réalisant à l'étranger que 10% de ses ventes (Booz & Compagny 2009 : 6).

Tableau 4.
Sources de revenus Milliards de \$ US

Année	Tourisme	Exportations pétrolières	Remises des travailleurs à l'étranger	Canal de Suez
1998-1999	3,2	1,0	4,6	1,8
1999-2000	3,2	2,3	4,7	1,8
2000-2001	4,3	2,6	2,7	1,8
2002	3,4	2,4	3,0	1,8
2003	3,8	3,2	3,0	2,2
2004	5,5	4,°	3,0	2,8
2005	6,4	5,3	4,3	3,4
2006	7,2	7,5	5,6	3,6
2007	8,2	10,2	6,3	4,2
2008	10,8	10,1	8,6	5,2

Source : Rady 2010 :121,127.

Il faut aussi noter que la fiabilité des statistiques officielles peut être mise en doute, si bien que, même les résultats globaux soulèvent le scepticisme (Gana-Oueslati et Moisseron 2010 : 28-32 ; Al-Shawarby 2008). Malheureusement, l'observateur n'en a point d'autres et doit se résigner à les employer, tout en faisant preuve de prudence envers les chimères de l'exactitude scientifique. Même sans cette mise en [53] garde, les données officielles indiquant de belles performances sur un

plan global sont relativisées par des zones d'ombre et des réalités moins reluisantes.

L'une des caractéristiques des économies rentières est le sacrifice de l'agriculture, même lorsque celle-ci est productive³. Sur le marché mondial, le secteur alimentaire a connu un bouleversement majeur depuis 1945 (Kenawy 2010 :56). Avant la Seconde Guerre mondiale, c'est le monde colonial qui nourrissait les métropoles. Après 1945, l'agrobusiness du Nord-aidé par un puissant dispositif protectionniste et des subventions des États-augmente sa productivité et déverse sur les marchés extérieurs des quantités impressionnantes de produits agricoles à des prix (artificiellement) bas. L'agriculture du Sud est, par conséquent, mise à mal. Le produit importé est moins cher que le produit local et les frontières des pays du Sud ont été ouvertes selon les prescriptions libre-échangistes qui vont à l'encontre des projets de développement autocentré et non dépendant du marché mondial. L'orientation du commerce international est inversée, si bien que, depuis près d'un demi-siècle, le Nord industriel est un exportateur net de produits alimentaires vers le Sud agricole.

Disposant de terres fertilisées par le Nil, grenier du monde ancien, l'Égypte est en mesure d'assurer ses besoins alimentaires jusqu'aux années 1960. Elle délaisse son agriculture lorsqu'elle s'engage dans l'*infitah* et l'intégration dans le marché mondial à partir des années 1970. Incapable désormais de nourrir sa population, l'Égypte devient importatrice de produits agricoles, en particulier du blé américain. Les deux tiers de son alimentation sont achetés à l'étranger (Marei 2009 :84). Elle est un importateur net de produits alimentaires et l'un des plus demandeurs au monde. Elle se classe deuxième importateur mondial de céréales, quatrième d'huiles végétales et cinquième de maïs (Aboulenein et al. 2010 : 4). Cette dépendance alimentaire n'est pas amortie par une capacité d'exportation de produits finis à valeur ajoutée et sa contrepartie consiste en des revenus rentiers sujets aux fluctuations et à l'instabilité.

Si la montée des cours des matières premières après 2002 a été bénéfique à l'Égypte en ce qu'elle est exportatrice d'hydrocarbures, elle l'a néanmoins pénalisée sur le plan alimentaire, là où elle est un gros importateur. Flottante depuis 2003, la livre égyptienne se dévalorise,

³ Deux exemples : l'Irak et l'Algérie.

majorant encore plus le coût des importations. De 2,4% en 2001-2002, le taux de l'inflation se situe à 4,2% en 2006, 11% en 2007, à 14,4% pendant le premier trimestre de 2008, à 22% en juillet 2008 et à 25,6% en août 2008 (Helmy 2008 : 12 ; Rady 2010 :126 ; Radwan 2009 : 8). Le coût de la vie est un baromètre critique dans une société où les trois quarts de la population doivent consacrer la moitié de leurs revenus à combler leurs besoins alimentaires, et où 40% de celle-ci n'a pas un revenu quotidien de 2\$ par jour, soit le seuil de pauvreté établi par l'ONU (Maher 2011 : 36 ; Korotayev et Zinkina 2011 :147). Entre 2004 et 2008, au-delà [54] de 1,7 million de travailleurs participent à plus de 1900 grèves et mouvements de protestation (Solidarity Center 2010 : 14).

En 2007-2008, les prix des produits comestibles, énergétiques et de première nécessité montent en flèche. Menacés dans leurs moyens d'existence, les 25 000 ouvriers de la Misr Spinning and Weaving Co. -la plus grande entreprise industrielle du pays, située à Mahalla-al-Kubra, ville du textile- déclenchent une grève en décembre 2006 et une autre, en septembre 2007, à laquelle se joignent les travailleurs d'autres industries. Le 6 avril 2008, un grand mouvement de contestation ouvrière se répand dans la société, attirant l'appui d'une jeunesse de plus en plus férue de réseaux sociaux. L'expérience sera célébrée et l'entraînement mis à contribution lors du soulèvement de janvier 2011. Dans les grandes villes, des émeutes « pour le pain » éclatent en avril 2008. Aux grèves et aux émeutes, les autorités y répondent par une hausse des subventions et des salaires, financée par des majorations sur les taxes à la consommation.

Par ailleurs, l'ouverture et l'intégration au marché mondial ne réduisent pas le chômage. L'une des caractéristiques du monde du travail égyptien est le différentiel entre le chômage masculin et le chômage féminin, ce dernier étant beaucoup plus élevé. Pour la période de 1980 à 2009, la moyenne annuelle du premier est de 5,8%, alors que celle du second est de 20,1%. Les femmes ne constituent que 22% de la main-d'œuvre (African Development Bank 2009a : 3). À tous ces chiffres officiels sur le chômage complet et déclaré doivent être ajoutés le sous-emploi, l'activité précaire, le travail informel, le labeur non salarié dans le cadre familial ou le voisinage, etc.

[55]

Tableau 5.
Taux de chômage selon le sexe (%)

Année	Hommes	Femmes
1980	3,9	19,2
1981	4,1	18,8
1982	4,1	20,5
1983	5,7	10,6
1984	4,8	11,4
1989	5,4	10,7
1990	5,1	17,9
1991	5,9	21,3
1992	6,4	17,0
1993	7,5	22,3
1994	7,4	22,8
1995	7,6	24,1
1996	6,9	20,4
1997	5,2	19,8
1998	5,1	19,9
1999	5,1	19,4
2000	5,1	22,7
2001	5,8	22,2
2002	6,3	23,9
2003	6,5	24,2
2004	6,8	24,4
2005	7,1	25,1
2006	6,8	24,0
2007	5,9	18,7
2008	5,9	19,2
2009	5,2	22,9

Source : Perspective monde, <http://perspective.usherbrooke.ca/>

La croissance macro-économique des années 2004 à 2008, associée au néolibéralisme et à la mondialisation, était portée à la fois par une conjoncture internationale expansive et l'entrée de flux grandissants de capitaux étrangers. Cependant elle recouvre des réalités différenciées. La croissance a bénéficié aux détenteurs d'actifs et de propriétés, entretenant, entre autres, un boom spéculatif sur les marchés immobiliers, alimenté par des promoteurs des pays du Golfe. De cette

croissance, les couches populaires et moyennes n'ont vu que l'envers, c'est-à-dire l'inflation et la hausse du coût de la vie. L'IDE s'orientant principalement vers les secteurs immobilier et pétrolier, plus capital-intensive [56] que labour-intensive, il contribue peu à l'emploi. Malgré la croissance du PIB, ni le chômage ni la pauvreté n'ont connu d'atténuation équivalente.

Synonyme d'impossibilité de subvenir aux besoins alimentaires et non alimentaires de base, la pauvreté augmente de 1981 et 1995 sur le plan des revenus, quoique des progrès soient enregistrés sur des plans non monétaires-espérance de vie à la naissance, mortalité et malnutrition infantiles, alphabétisation des femmes (World Bank 2002 :8, 10, 17 ; Programme des Nations Unies pour le développement 1990). Vingt-huit millions d'Égyptiens, soit 41% de la population, sont pauvres en 2005, une faible amélioration par rapport au 43% de 2000. Cependant, la pauvreté absolue (ou dénuement) augmente de 17% à 20% de 2000 à 2005 (Alissa 2007 :13). Selon les indicateurs du développement humain, la pauvreté recule légèrement sur les 15 ans qui s'étendent de 1995 à 2010.

Tableau 6
Évolution des indices de développement humain

	1995	2010
Indice de développement humain	0,524	0,731
Indice de revenu	0,357	0,727
Indice de scolarisation	0,544	0,689
Indice d'espérance de vie	0,672	0,778

Source : Programme des Nations Unies pour le développement et *al.* 2010 :20.

En résumé, les effets induits de la croissance du PIB vont moins du haut vers le bas que l'inverse. Les années apparemment fastes qui précèdent la crise économique mondiale et le soulèvement de janvier 2011 auront enrichi une minorité et appauvri la majorité,

approfondissant les clivages sociaux. Le tissu social est plus fragile qu'il ne l'était avant 2004, date de l'engagement à fond et sans réserve dans la mondialisation.

Séquelles de la crise économique de 2008

Corrélée avec l'économie mondiale depuis son intégration dans le marché mondial, l'économie égyptienne subit les contrecoups de la crise économique qui se déclare chez ses partenaires en 2008. Le mécanisme de diffusion de la crise n'est toutefois pas le même. Aux États-Unis et en Europe, le point de départ est la crise des *subprimes* et la contamination du système financier par la prolifération des créances toxiques et de leurs dérivés. Du domaine financier, le mal se répand à l'économie réelle, plombée d'abord par l'assèchement du crédit interbancaire, puis par la compression des actifs, la perte [57] de confiance, la baisse de la consommation et les licenciements. De financière, la débâcle devient économique.

En Égypte, les banques locales sont peu intégrées au marché financier mondial ou détentrices de *subprimes*, tandis que les banques multinationales n'ont qu'un engagement limité dans l'économie informelle-où règne le règlement comptant. Il n'y a donc pas de crise financière en Égypte. La crise est purement économique et elle n'est pas d'origine égyptienne. Il s'agit d'un choc externe et d'une crise induite. En effet, l'Égypte est touchée non par le biais des finances, mais parce que l'économie de ses partenaires étrangers est au ralenti. Mondialisée, l'économie égyptienne est étroitement liée aux économies américaines et européennes dont elle partage désormais le sort. Elle subit de plein fouet la baisse de l'investissement extérieur, des exportations non énergétiques, du nombre de touristes, de la demande étrangère pour ses hydrocarbures, des montants des remises à la fois de ses travailleurs actifs dans des pays étrangers plongés dans une profonde récession et des passages de navires par le canal de Suez. Plusieurs de ces éléments sont justement les rentes ou activités qui ont connu un essor remarquable durant les années antérieures à la crise et qui ont été les moteurs de la croissance du PIB. Selon la terminologie du FMI, ce sont là les canaux de transmission de la crise vers l'Égypte.

Indice sensible à la conjoncture dans les pays investisseurs, l'IDE net en Égypte se comprime de 13,2 milliards de \$US en 2007 et 2008 à 8,1 milliards de \$US en 2008 et 2009, soit un recul de 38,7% (Central Bank of Egypt 2009b :115 ; Blominvest Bank 2010 : 28). En 2009 et 2010, il se situe à 6,76 milliards de \$ US (Ministry of Finance 2010 : 96). Une telle chute prend toute son importance du fait que l'IDE représente pas moins de 42% de la formation brute de capital fixe en 2007 (Saget et Yao 2011 :6). De 2008 à 2009, la croissance de l'investissement total recule de 15,4% à 1,7% (Central Bank of Egypt 20093 :3). Il est intéressant de noter que la part du secteur pétrolier comme destination d'IDE, en baisse de 2005 à 2008, augmente après l'avènement de la crise, car les capitaux se détournent du secteur non pétrolier, plus éprouvé par la conjoncture.

Tableau 7.
Part du secteur pétrolier dans l'IDE net

Année	% du pétrole
2004-2005	65,11
2005-2006	29,98
2006-2007	27,28
2007-2008	31,25
2008-2009	66,03
2009-2010	53,11

Source : Ministry of Finance 2010 : 96.

[58]

Entre 2007-2008 et 2009-2010, les exportations égyptiennes sont ralenties par l'affaiblissement des économies importatrices ; elles diminuent de 30% en valeur (Center for Trade Union and Workers Service 2009 : 4). Les destinations des produits égyptiens sont pour 34% l'Union européenne et pour 28% les États-Unis, c'est-à-dire les zones les plus éprouvées par la crise (African Development Bank 2009 : 29). Les exportations baissent de 14,3% en 2009, alors que les importations ne sont réduites que de 4,6%. Quant au déficit de la balance commerciale, il se creuse de 7,5% pour atteindre 25,1 milliards de \$ US (Blominvest Bank 2010 :25). Le secteur manufacturier est frappé par la récession à l'étranger. Le coton et les textiles, troisièmes en importance parmi les exportations égyptiennes, représentent 26,4% de la production industrielle, 25% des ventes à l'étranger en 2008 et 30% de tous les emplois industriels. Les 1500 entreprises de textiles et d'habillement constituent un cinquième des firmes industrielles et sont le plus grand employeur du pays avec 400 000 travailleurs (El-Haddad 2010 : préface, 1). Non moins touchés sont les autres secteurs industriels exportateurs, tels les produits pharmaceutiques, l'agroalimentaire et les engrais.

Le tourisme a connu des années fastes avant la crise de 2008. Passant de 3,1 millions en 1995 à 11,1 millions en 2007, le nombre de visiteurs a plus que triplé en 13 ans et enregistré un taux moyen annuel de croissance de 12,3% (Badr et al. 2009 :6). Prennent ainsi le chemin de l'Égypte 12,8 millions de touristes en 2008 et 12,5 millions en 2009 (Zaytoun 2010 : 4 ; Alex Bank 2010 : 4). Le tourisme est une source majeure d'entrée de devises étrangères, rapportant 19,3% du total des recettes en devises étrangères (Alex Bank 2010 :4).

Tableau 8.
Contribution du tourisme aux recettes en devises étrangères

Recettes	2003/4	2004/5	2005/6	2006/7	2007/8	2008/9
Tourisme (milliards de * US)	5,5	6,4	7,2	8,2	10,8	10,5
Tourisme/Exportations (%)	54,4	46,5	39,2	37,2	36,9	41,7
Tourisme/Exportations pétrole (%)	140,0	121,3	70,8	81,0	74,8	95,3
Tourisme/Droits canal de Suez (%)	192,2	194,4	203,3	196,3	210,0	222,2

Source : Zaytoun 2010 :21.

De 2007 et 2008 à 2008 et 2009, le fléchissement (non arrondi) dans les recettes est de 3,1% pour le tourisme, alors qu'il atteint 14,3% pour les exportations, 24% pour le pétrole et 8,4% pour les péages à Suez (Zaytoun 2010 :31). De fait, le déclin du tourisme a été de faible ampleur et sa reprise survient en 2009 et 2010.

[59]

Tableau 9.
Contribution du tourisme à l'économie égyptienne

	2006/7	2007/8	2008/9	2009/10
Revenus (milliards de \$ US)	8,2	10,8	10,5	11,6
Taux de croissance (%)	13,2	21,5	1,3	12
% du PIB	3,5	4,1	4,0	9

Source : Alex Bank 2010 :5.

Les hydrocarbures sont une autre source importante de revenus pour l'Égypte. Pétrole brut et gaz naturel représentent 44,8% des exportations totales et le secteur énergétique - extraction et raffinage

compris - est à l'origine de 15,5% du PIB nominal (Blominvest Bank 2010 : 21). L'Égypte est le premier centre de raffinage en Afrique. Mettant fin au troisième boom pétrolier, les cours du pétrole commencent à baisser durant l'été 2008. D'un pic record de 147 \$US en juillet 2008, le prix du baril chute à 100 \$ US en septembre, puis s'effondre à 40 \$ US en décembre ; il se maintient à 39 \$US en février 2009 (Mansour 2011 : 9 ; Habibi 2009 : 3 ; Orozco et Lesaca 2009 : 5). Il est remarquable que les revenus pétroliers de l'Égypte n'aient pas subi une telle dégringolade ; de 10,1 milliards de \$ US en 2008, ils sont de 8,6 milliards de \$ US en 2009 (Rady 2010 : 129).

Les effets de la débandade pétrolière atteignent l'Égypte indirectement, par le biais de la diminution des remises par les travailleurs égyptiens à l'étranger. Sur ce plan, le coup est double. D'une part, les deux cinquièmes des remises proviennent des États-Unis, enfoncés dans la récession. D'autre part, la moitié de ces remises émane des travailleurs égyptiens dans les pays du Golfe qui sont eux aussi frappés par la baisse des prix des hydrocarbures et qui licencient en masse des salariés ; ceux-ci reviendront en Égypte grossir les rangs des chômeurs (Abu Hatab 2009 : 12-13 ; Islam 2009 : 9). Concomitantes à la phase expansive de l'économie mondiale et au boom pétrolier, les remises triplent entre 2001 et 2008. Elles entament ensuite une baisse, passant de 8,6 milliards de \$ US en 2008 à 7,8 milliards en 2009 (Rady 2010 : 129).

Tributaire aussi de l'atonie du commerce international et de l'économie mondiale, le canal de Suez est moins fréquenté. Se comprimant de 8,4% en 2008 et 2009, ses recettes connaissent une décrue pour la première fois en 4 ans (Central Bank of Egypt 2009b : 51). De 2008 à 2009, la circulation recule de 19,6%, le tonnage de 19,3% (Mansour 2011 : 7).

[60]

Tableau 10.
Données sur le trafic du canal de Suez pour le mois de février
(2007, 2008, 2009)

	Février 2007	Février 2008	%	Février 2009	%
Nombre de transits	1511	1676	10,9	1272	-24,2
Tonnage net (milliards de tonnes)	63,4	72,9	15,1	53,1	-37,2
Revenus (millions de \$ US)	355	399	12 ,4	327	-22

Source : Abu Hatab 2009 :16.

La compression de toutes les ressources externes, de l'IDE aux recettes de Suez, se répercute sur les résultats globaux de l'Égypte. À 7,2% en 2008, le taux annuel de croissance du PIB est à un seuil inégalé depuis 1998. En 2009, il ne dépasse pas 4,7% (Central Bank of Egypt 2009b : 39, 54, 130).

Le ralentissement de l'économie est sensible sur le plan humain, notamment en ce qui a trait au chômage. Les secteurs les plus touchés sont la construction, l'extraction du pétrole et l'hôtellerie. Les données officielles sous-estiment le chômage et ignorent le sous-emploi et l'emploi informel⁴. Il s'agit d'un chômage tenace et structurel. Les années de croissance du PIB le font baisser un peu, mais la crise le remonte légèrement.

⁴ On estimait en 2006 que 61% de l'emploi total était informel (Snodgrass 2009 : 2).

Tableau 11.
Taux officiel de chômage (%)

	Total	Hommes	Femmes
2000	9,0	5,1	22,7
2001	9,2	5,6	22,6
2002	10,2	6,3	23,9
2003	11,1	7,5	23,3
2004	10,3	5,9	24,3
2005	11,2	7,1	25,1
2006	10,6	6,8	24,0
2007	8,9	5,9	18,6
2008	8,4	5,4	18,3
2009	8,8	5,2	23,2

Sources : Radwan 2009 : 28, pour le taux des femmes en 2007 et 2008 ; Saget et Yao 2011 : 8, pour les taux de 2008 et 2009 ; Central Bank of Egypt 2009b : 54, pour les taux des hommes en 2008 et 2009 ; Mansour 2011 : 15, pour les taux des hommes en 2008 et 2009.

Jusqu'à la crise, les tendances à la hausse ou à la baisse du chômage total et du chômage masculin sont concordantes, les hommes étant plus nombreux sur le marché du travail. La crise apporte peu de changements en ce qui concerne les taux de chômage ; le mouvement est contradictoire, augmentant pour les femmes, mais diminuant pour les hommes. Concentré dans les secteurs tournés vers [61] l'extérieur-textiles, industrie alimentaire, services-emploi féminin est plus durement frappé par la crise sur les marchés étrangers. Comme ceux des femmes, les taux de chômage des jeunes entrant sur le marché du travail sont disproportionnés par rapport à ceux de l'ensemble des salariés ; en 2009, 58,8% des 15-29 sont sans travail (African Development Bank 2009 : 68). Chaque année, 700 000 diplômés

sortent des écoles et on estime que 90% des chômeurs ont des diplômes-43% d'entre eux ayant des diplômes universitaires. Fait significatif, 75% des nouveaux arrivants sur le marché de 2000 à 2005 ont travaillé dans le secteur informel (Snodgrass 2009 : 2 ; Radwan 2009 : 29 ; Koratayev et Zinkina 2011 : 168). En 2008 et 2009, on compte officiellement 21,4 millions de travailleurs et 2,2 millions de chômeurs en Égypte (Ministry of Finance 2010 : 63).

Fin 2008, le gouvernement annonce qu'il consacrera 15 milliards de livres égyptiennes (2,7 milliards de \$US) à un programme contre-cyclique d'allègements fiscaux et de dépenses publiques pour la stimulation de l'économie. Pour ce faire, il peut mettre à contribution les excédents accumulés durant les dernières années de croissance. La moitié des dépenses de ce programme sont destinées à la construction d'infrastructures pour des services publics, tels la fourniture et le traitement de l'eau, les routes, les ponts, les centres de soin et les écoles (Mansour 2011 : 18 ; Snodgrass 2009 : 1 ; Ministry of Finance 2009 : 1-2).

Si le programme contribue à relever le taux de croissance du PIB de 4,7% en 2008 et 2009 à 5,1% en 2009 et 2010, il ne s'attarde pas à l'inflation. Comme toute récession, celle de 2008 a un effet déflationniste. Elle fait baisser les cours des matières premières et l'indice des prix à la consommation en Égypte, passant de 20,2% en juin 2008-au moment de la flambée des cours - à 9,9% en juin 2009, mais il se relève à 10,7% en juin 2010 (Central Bank of Egypt 2009b:54, 55, 117). Les prix des produits alimentaires, tels la farine, l'huile et les légumes, baissent, mais ils se maintiennent au-dessus de leur niveau d'avant 2008. Fin 2010-début 2011, les produits de base renchérissent brusquement, frôlant les niveaux critiques de 2008. Plus de 3 millions d'Égyptiens tombent alors sous le seuil de la pauvreté (Koratayev et Zinkina 2011 : 153, 155, 156, 157). En janvier 2011, les prix des denrées sur les marchés mondiaux dépassent ceux de l'été 2008, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et, en Égypte, le blé coûte 30% de plus qu'au début 2010 (Biello 2011).

Conclusion

La conjoncture économique en Égypte est une conséquence directe de l'arrimage du pays à l'économie internationale ; elle procède de son intégration dans le marché mondial. Son origine remonte à l'*infitah* des années 1970. L'accent mis, à partir des années 1990, sur la mondialisation et [62] son corollaire, le néolibéralisme, renforce la liaison entre l'économie égyptienne et l'économie mondiale. Il en résulte que la première est restructurée et remodelée en fonction de la seconde, et qu'elle en épouse les rythmes et les cadences. Les politiques néolibérales entraînent les privatisations, l'abandon de l'agriculture et le rôle clé que jouent les investissements étrangers. La croissance de l'économie mondiale durant les années 2000 se répercute en Égypte par le biais de l'IDE, des exportations vers l'extérieur et les rentes de situation (tourisme, hydrocarbures, remises, canal de Suez).

De fait, les mouvements de l'économie égyptienne reposent sur les pulsions de l'économie internationale ; ils ne représentent qu'un prolongement d'un phénomène qui n'est plus du ressort de l'Égypte. Fonction de facteurs situés en dehors d'elle, l'économie égyptienne est à la merci de tout retournement. Même en phase de croissance, elle est plombée par les conditions propres de sa situation d'économie libérale et ouverte. D'abord, la hausse du PIB global recouvre une réalité différenciée : l'enrichissement d'une minorité s'accomplit en même temps que l'appauvrissement de larges couches de la population et l'approfondissement des clivages sociaux. Par ailleurs, la croissance mondiale et égyptienne s'accompagne d'une inflation due à une forte demande de matières premières. Liés aux importations et aux prix internationaux, les produits alimentaires et de base des Égyptiens sont à la merci des hausses des cours. La croissance des années 2000 en Égypte est fragile et non sans effets négatifs pour de nombreux Égyptiens.

Jointe à l'économie mondiale, l'économie égyptienne partage son sort. Elle est désormais tributaire des cycles internationaux. Son évolution est plus que solidaire de celle des pays occidentaux ; elle en est dépendante. Sa vulnérabilité est confirmée lorsque l'économie mondiale plonge dans la crise en 2008, entraînant dans son sillage toutes les économies rattachées à elle. Il s'agit bien d'une crise de la mondialisation et de l'impasse d'un modèle de croissance basé à la fois sur l'endettement et la financiarisation en Occident et sur la

libéralisation et l'incorporation dans le marché mondial pour les économies non occidentales. En Égypte, le coup d'arrêt donné à la croissance révèle sa précarité et les carences qui la minaient. Déjà difficiles, les conditions de vie des Égyptiens empirent brusquement. La hausse des prix des produits alimentaires fin 2010 début 2011 assène un choc supplémentaire.

Le « printemps » égyptien découle en partie de la situation économique. Le soulèvement de janvier 2011 se déroule dans un contexte de détresse économique, de chômage et de tensions sociales. La misère est un préalable de l'action de masse, sans en être le seul et sans pour autant minorer ou l'importance des griefs politiques de longue date contre l'autoritarisme. Elle conduit à focaliser sur eux, à les rendre plus actuels et à leur conférer davantage de relief. La dimension économique n'occulte pas la dimension politique et ne se substitue pas à elle. Encore faut-il souligner que la misère [63] correspond à une pression constante sur les conditions d'existence, à un niveau de vie précaire ou faible, et non à une paupérisation absolue. Le soulèvement de 2011 est plus qu'une révolte de la faim, « pour le pain ».

La crise économique internationale de 2008 n'est pas la cause de la misère, laquelle la précède. Les problèmes économiques de l'Égypte sont antérieurs à cette crise. Celle-ci s'y ajoute comme un facteur aggravant. Retournement et détérioration de la conjoncture, elle rend illusoire les perspectives d'amélioration. Elle n'a pas d'impact catastrophique en Égypte, mais elle met fin aux faux-semblants de la croissance et affaiblit davantage un ordre déjà vulnérable. C'est tout un système économique, instauré depuis trois décennies, qui atteint ses limites, alors même que la croissance des années 2000 semblait consacrer la réussite. Le soulèvement de 2011 n'est pas imputable à la seule crise internationale de 2008. Si tel avait été le cas, il aurait eu lieu plus tôt. Les sources économiques du « printemps » égyptien sont plus structurelles que conjoncturelles. Un modèle atteint ses limites et l'Égypte devient un maillon faible de l'économie en cours d'accélération de la mondialisation.

La contestation de 2011 n'est pas la première qu'affronte le pouvoir de Moubarak. Pourquoi lui est-elle fatale ? Ici, interviennent les facteurs sociopolitiques, en particulier l'expérience des nombreuses grèves de 2004 à 2008 qui préparent les Égyptiens à affronter les autorités et le déclencheur politique, soit le précédent tunisien qui fait

sauter les interdits et montre l'exemple. Si, comme à quelques reprises depuis les années 1980, les conditions économiques suscitent un mouvement de masse, les événements récents permettent de transformer celui de 2011 en soulèvement politique.

[64]

Références

Aboulenein, S., H. El-Laithy, O. Helmy, H. Kheir-El-Din and D. Mandour. 2010. « Impact of the Global Food Price Shock on the Poor in Egypt ». Rapport. CASE-ECES WP157.

Abu Hatab, A. R. 2009. « Egypt Within the Framework of the Global Financial Crisis : Impact, Response and Way Forward ». International Journal of Euro-Mediterranean Studies 2(1)7-25.

African Development Bank. 2009. « Egypt Private Sector Country Profile ». Rapport.

—. 2009a. « Egypt. 2007-2011. Country Strategy Paper Mid-Term Review ». Progress Report.

Alex Bank. 2010. « Egypt's Tourist Industry ». Rapport.

Alissa, S. 2007. « The Political Economy of Reform in Egypt : Understanding the Rôle of Institutions », Carnegie Papers, n° 5.

Al-Shawarby, S. 2008. « Measuring Inflation in Egypt : Assessment of the CPI Accuracy ». Rapport. The Egyptian Center for Economic Studies (ECES) WP 132.

Badr, A., E. Zakareya and M. Saleh. 2009. « Impact of Global Economic Crisis on Tourism Sector in Egypt : A System Dynamics Approach ». Rapport. The Egyptian Cabinet, Information and Decision Support Center, Economic Issues Program.

Biello, D. 2011. « Are High Food Prices Fueling Revolution in Egypt ? » Scientific American. Document électronique : <http://blogs.scientificamerican.com/observations/2011/02/01/are-high-food-prices-fueling-revolution-in-egypt/>

Blin, L., dir. 1993. *L'économie égyptienne. Libéralisation et insertion dans le marché mondial*. Paris : L'Harmattan.

Blominvest Bank. 2010. « The Egyptian Economy in 2009 ». Rapport.

Booz & Compagny. 2009. *A Rough Patch On a Smooth Road. The Impact of the Economic Crisis on Egypt* ». Rapport.

Center for Trade Union and Workers Service (CTUWS). 2009. « Impacts of the International Financial Crisis on Egyptian Workers, Report II ». Rapport.

Central Bank of Egypt. 2009a. « Economic Review 2008/9 ». Rapport. 49(3).

—. 2009b. « Economic Review 2008/9 ». Rapport. 49(4).

Davis, E. 1982. *Challenging Colonialism : Bank Misrand Egyptian Industrialization, 1920-1341*. Princeton : Princeton University Press.

El-Haddad, A. 2010. « Effects of the Global Crisis on the Egyptian Textiles and Clothing Sector : A Blessing in Disguise ? ». Rapport. ILO-ECES WP 156.

Gana-Oueslati, E. et J.-Y. Moissoner. 2010. « La crise ou la fin du mythe de l'émergence en Égypte ». *Maghreb-Machrek* 206(4) : 17-39.

Habibi, H. 2009. « The Impact of the Global Economic Crisis on Arab Countries : A Year-End Assessment ». Rapport. Middle East Brief Brandeis University Crown Center for Middle East Studies, 40.

[65]

Helmy, O. A. 2008. « The Impact of Budget Deficit on Inflation in Egypt ». Rapport. The Egyptian Center for Economic Studies (ECES) WP 141.

Herrera, S., H. Selim, H. Youssef and C. Zaki. 2010. « Egypt beyond the Crisis. Medium-Term Challenges for Sustained Growth ». Rapport. World Bank Policy Research WP5451.

Islam, I. 2009. « The Global Economic Crisis and Developing Countries : Transmission Channels, Fiscal and Policy Space and the Design of National Responses ». Rapport. ILO Employment WP36.

Kenawy, E. M. 2010. « The World Financial Crisis and its Impact on the World Food Status with Reference to Egypt ». *Journal of Basic and Applied Scientific Research* i(i) :55-66.

Koratayev A. V. and J. V. Zinkina. 2011. « Egyptian Revolution : A Demographic Structural Analysis ». *Entelequia revista interdisciplinar* 13 :139-169.

Labrousse, É. 1948. « 1848-1830-1789. Comment naissent les révolutions ? ». In *Actes du Congrès historique du centenaire de la Révolution de 1848*. Pp. 1-20. Paris : Presses universitaires de France.

Mabro, R. 1974. *The Egyptian Economy, 1952-1972*. Oxford : Clarendon Press.

Mabro, R. and S. Radwan 1976. *The Industrialization of Egypt, 1939-1973. Policy and Performance*. Oxford : Clarendon Press.

Maher, S. 2011. « The Political Economy of the Egyptian Uprising ». *Monthly Review*, 63(6) : 32-45.

Mansour, T. A. 2011. « Egypt & Financial Crisis ». Rapport. Munich Personal RePEc Archive (MPRA).

Marei, A. 2009. « Egypt : An Unprotected Economy » *Social Watch* : 84-85. Document électronique : http://www.socialwatch.org/sites/default/files/egypt2009_eng.pdf

Ministry of Finance. 2009. « Egypt's Response to the Global Crisis ». Rapport. Macro Fiscal Policy Unit, Cairo, Egypt.

_____, 2010. « Egyptian Economic Monitor 2010 ». Rapport. VII (1) : 15-143.

Orozco, O. and J. Lesaca. 2009. « Impact of the Global Economic Crisis in Arab Countries : A First Assessment ». Rapport. Casa arabe (Madrid).

Owen, R. 1969. *Cotton and the Egyptian Economy, 1820-1914*. Oxford : Oxford University Press.

Perspective monde. N/D. Université de Sherbrooke, Fiches statistiques sur le chômage. Document électronique : <http://perspective.usherbrooke.ca/>

Pommier, S. 2008. *Égypte, l'envers du décor*. Paris : La Découverte.

Programme des Nations Unies pour le Développement. 1990. Rapport mondial sur le développement humain 1990. Paris : Éditions Economica.

Programme des Nations Unies pour le Développement and the Egypt Institute of National Planning. 2010. « Egypt Human Development Report 2010 ». Rapport.

Radwan, S. 2009. « Economic and Social Impact of the Financial and Economic Crisis on Egypt ». Rapport. International Labour Organisation, Subregional Office (ILO, SRO) Caire.

Rady, D. A. 2010. « A Study of the Major Constraints on Egyptian Economic Growth During the Period 1998-2008 : A Comparison with Malaysia ». *Journal of Global Business and Economics*, 1(1) : 120-140.

[66]

Riad, H. 1964. *L'Égypte nassérienne*. Paris : Éditions de minuit.

Saget, C. and J.-F. Yao, 2011. « The Impact of the Financial and Economic Crisis on Ten African Economies and Labour Markets in 2008-2010 ». Rapport. ILO Employment WP 100.

Snodgrass, D. R. 2009. « Egypt's Economic Prospects and Challenges ». Rapport. USAID.

Solidarity Center. 2010. « The Struggle for Worker Rights in Egypt ». Rapport. Washington.

Tignor, R. L. 1984. *State, Private, Enterprise, and Economic Change in Egypt. 1918-1952*. Princeton : Princeton University Press.

Tripp, C. and R. Owen, dir. 1989. *Egypt under Mubarak*. London/New York : Routledge.

Waterbury, J. 1983. *The Egypt of Nasser and Sadat. The Political Economy of Two Regimes*. Princeton : Princeton University Press.

World Bank. 2002. « Arab Republic of Egypt. Poverty reduction in Egypt. Diagnosis and Strategy ». Rapport.

_____, 2012. « Arab Republic of Egypt trade brief. World trade indicators 2009/10 ». Pp. 1-3. Rapport.

Zaytoun, M. 2010. « Implications of the Global Financial and Economic Crisis on the Tourism Sector in Egypt ». Rapport. ILO-The Cabinet, Information and Decision Support Center.